

Le cadre macroéconomique - mise à jour de fin août 2011¹

26 août 2011

¹ Version incorporant la mise à jour du scénario D'.

Table des matières

1. Introduction.....	1
2. Quels modèles démographiques et macroéconomiques ?	2
3. Potentiels d'accroissement de l'emploi et évolutions démographiques.....	4
4. Quel scénario macroéconomique ?.....	6
5. Scénario A2.....	9
6. Scénario B2.....	13
7. Scénario C2.....	17
8. Scénario D2.....	21
9. Scénario D'2.....	25
Annexe 1 : Principaux changements entre l'exercice de base du mois de novembre et le nouveau scénario de base A2.....	29
Annexe 2 : La mesure du chômage	30

1. Introduction

Cette note présente une mise à jour de la plupart des scénarios macroéconomiques préparés en novembre et décembre 2010, en vue de servir de cadre général à l'étude de l'impact des propositions de réforme de la LSF¹. Depuis novembre 2010, les divers paramètres sur lesquels étaient basés nos scénarios ont en effet subi des évolutions parfois sensibles, notamment les paramètres démographiques, ainsi que le contexte macroéconomique.

Un nouveau cadre macroéconomique et démographique a donc été mis en place et est présenté dans les pages qui suivent.

Ce nouveau rapport s'articule comme suit :

- dans un premier point, nous rappelons quels sont les modèles utilisés pour établir le nouveau cadre (section 2) ;
- un deuxième point a trait au contexte démographique (section 3) ;
- la section 4 décrit le nouveau scénario macroéconomique de base retenu (appelé « A2 »), ainsi que la mise à jour du scénario B (dénommé « scénario B2 »), du scénario C (dénommé « scénario C2 »), du scénario D (dénommé « scénario D2 ») et du scénario D' (dénommé « scénario D'2 »);
- les sections 5 à 9 présentent les projections (nationales et régionales) des principales variables macroéconomiques dans ces différents scénarios (croissance économique, emploi, productivité, chômage, taux d'emploi, etc.).

¹ Voir *Le cadre macroéconomique*, Taskforce Bureau fédéral du Plan, Banque Nationale de Belgique sur la Loi Spéciale de Financement, novembre 2010 et *Complément au rapport « Le cadre macroéconomique » de novembre 2010 : ajout des scénarios D et D'*, décembre 2010.

2. Quels modèles démographiques et macroéconomiques ?

Les critères qui ont présidé à la sélection des modèles à utiliser pour construire les scénarios démographiques et macroéconomiques sont identiques à ceux qui nous ont guidés pour les exercices de novembre 2010 :

- la cohérence entre les différentes variables (entre variables démographiques et macroéconomiques, entre les variables macroéconomiques entre elles, entre variables, nationales et régionales) ;
- la possibilité d'effectuer des simulations à long terme (à l'horizon 2020, puis, dans une étape ultérieure, à l'horizon 2030), vu le souci d'appréhender l'impact des réformes sur longue période ;
- la disponibilité immédiate et la crédibilité des modèles ; les délais n'autorisaient que le recours à des outils existants ;
- la possibilité de simuler rapidement différents scénarios.

Ces conditions très contraignantes imposaient pratiquement le recours aux modèles suivants :

- le modèle macroéconomique national de moyen terme HERMES², développé et utilisé régulièrement par le BFP ;
- le modèle macroéconomique régional de moyen terme HERMREG³, développé et utilisé par un consortium composé du BFP, de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse – Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse (IBSA-BISA), de l'Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS) et du Studiedienst van de Vlaamse Regering (SVR). Ce modèle permet de simuler des scénarios macroéconomiques régionaux cohérents avec les scénarios macroéconomiques nationaux produits à l'aide du modèle HERMES ;
- le système de modèles (nationaux) MALTESE⁴, développé et géré par le BFP, surtout utilisé par le Comité d'Etude sur le Vieillissement (CEV) du Conseil Supérieur des Finances (CSF) pour analyser les conséquences budgétaires du vieillissement. Il permet de construire des scénarios macroéconomiques et budgétaires de long terme, compte tenu de perspectives de population données. Ces scénarios peuvent être mis en cohérence avec les scénarios produits par le modèle HERMES pour la période de moyen terme. Ce système de modèles comprend un modèle démographique dont le développement, la gestion et l'utilisation font l'objet d'une

² BOSSIER, F., et al., *Une nouvelle version du modèle HERMES*, Bruxelles, 2004.

³ BASSILIERE, D., BOSSIER, F., CARUSO, F., HENDRICKX, K., HOORELBEKE, D., LOHEST, O., *Elaboration d'un modèle de projections régionales: Une première application du modèle HERMREG aux perspectives économiques nationales 2007-2012*, Bruxelles, 2008 - *Uitwerking van een regionaal projectiemodel: Een eerste toepassing van het HERMREG model op de nationale economische vooruitzichten 2007-2012*, Brussel, 2008.

⁴ Cf. par exemple : FASQUELLE, N., LOPEZ-NOVELLA, M., WEEMAES, S., "Conséquences budgétaires et sociales du vieillissement: des perspectives de long terme" in CIFOP, Les finances publiques: défis à moyen et long termes, 16ème Congrès des Economistes belges de Langue française (Mons, Février 2005), pp 203-236.

collaboration étroite entre le BFP et la Direction générale Statistique et Information économique (DGSIE) - Algemene Directie Statistiek en Economische informatie (ADSEI).

3. Potentiels d'accroissement de l'emploi et évolutions démographiques

Tout scénario d'évolution à long terme de la croissance économique tient nécessairement compte du potentiel d'accroissement de l'emploi. Au niveau d'un espace économique donné, ce potentiel d'accroissement dépend d'une part de l'évolution de l'offre de travail, donc de l'évolution de la population d'âge actif et des taux d'activité, d'autre part du potentiel de réduction du taux de chômage.

L'emploi intérieur d'une région peut également être alimenté par l'offre d'emploi des régions voisines – c'est-à-dire, par les navetteurs – et contribuer ainsi à l'augmentation de la population active occupée de ces régions voisines.

La projection de la population d'âge actif constitue donc un élément très important des scénarios d'évolution à long terme de la croissance économique.

Le scénario macroéconomique retenu dans la présente étude est encadré par des perspectives de populations mises à jour récemment par le BFP⁵.

Ces nouvelles perspectives de population présentent des différences très significatives par rapport aux perspectives démographiques utilisées en novembre 2010. Ainsi, en ce qui concerne la population d'âge actif (gonflée au niveau national de 80 000 personnes en 2020 et de 174 000 personnes en 2030 par rapport à la perspective précédente), la hausse à Bruxelles, déjà non négligeable dans les anciennes perspectives, serait encore gonflée selon la mise à jour (+115 000 personnes dans la nouvelle perspective entre 2010 et 2020, contre +73 000 personnes dans la perspective non actualisée). De même, l'évolution projetée de la population d'âge actif flamande serait également revue à la hausse (+80 000 entre 2010 et 2020 contre 51 000 auparavant). A l'inverse, l'évolution de la population d'âge actif wallonne serait revue en baisse, n'augmentant plus que de 60 000 personnes, contre 69 000 personnes dans l'ancienne perspective.

Ces différences d'évolution sont dues essentiellement à deux facteurs. D'une part, l'augmentation récente importante de l'immigration internationale gonfle le solde migratoire international, même si le modèle ne prolonge pas longtemps cette nouvelle tendance. De 45 900 en 2005, le solde migratoire international était de près de 63 900 unités en 2008 et de 62 800 en 2009. En fonction des informations disponibles, il resterait à des niveaux élevés jusqu'à atteindre 64 900 en 2012, pour ensuite diminuer et retrouver déjà le niveau de 56 600 en 2016. D'autre part, tant pour la destination des émigrations de la Région de Bruxelles-Capitale vers le

⁵ Les nouvelles perspectives de population 2010-2060 seront présentées dans un Working paper placé prochainement sur le site internet du BFP.

reste du pays (migrations internes) que pour le point d'entrée des immigrations internationales, la Flandre est récemment devenue davantage attractive que la Wallonie. Le solde net des échanges de population de la Région de Bruxelles-Capitale vers la Région flamande est passé de 7 428 personnes en 2005 à successivement 8 242, 8 413 et 7 857 de 2007 à 2009. Le solde net des échanges de population de la Région de Bruxelles-Capitale vers la Région wallonne est quant à lui passé de 5 019 personnes en 2005 à successivement 4 753, 4 181 et 4 184 de 2007 à 2009. Le modèle prend comme hypothèse de répartition des migrations internes pour le futur, le comportement moyen des trois dernières années par âge, sexe et nationalité. Si de 2002 à 2006, la répartition de la migration internationale nette était en moyenne de respectivement 39, 43 et 18% vers la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Région wallonne, elle était au cours des années 2007 à 2009, en moyenne, de respectivement : 38, 45 et 17%.

Tableau 1 Evolutions démographiques

	2010	2020	2030	10-20	21-30	10-30	Différences, en milliers, par rapport à l'exercice précédent (2030)
	Milliers de personnes			Taux de croissance annuels moyens			
Population totale							
Royaume	10884	11723	12309	0,7	0,5	0,6	310
Région de Bruxelles-Capitale	1100	1277	1352	1,5	0,6	1,0	94
Région flamande	6275	6709	7020	0,7	0,5	0,6	227
Région wallonne	3509	3737	3936	0,6	0,5	0,6	-12
Population d'âge actif (15-64 ans)							
Royaume	7171	7426	7456	0,3	0,0	0,2	174
Région de Bruxelles-Capitale	739	854	888	1,5	0,4	0,9	76
Région flamande	4118	4198	4170	0,2	-0,1	0,1	103
Région wallonne	2314	2374	2398	0,3	0,1	0,2	-4

Source : BFP, *Perspectives de population 2010-2060, actualisées en avril 2011.*

Les situations des trois régions belges sont également divergentes en ce qui concerne les taux de chômage actuellement observés.

Plusieurs concepts statistiques de chômage sont disponibles. Si le concept (relativement restrictif) des *enquêtes sur les forces de travail* (EFT) est adéquat pour des comparaisons internationales et pour évaluer l'offre de travail véritablement active, les concepts (larges) basés sur les statistiques administratives (telle la définition BFP) sont appropriés pour évaluer la contribution du chômage à l'offre de travail potentielle à long terme, sans préjudice de la notion de chômage structurel (voir aussi l'annexe 2 : la mesure du chômage). Avec des taux de chômage (définition BFP) évalués pour 2010 à 21,2% en Région de Bruxelles-Capitale, 17,4% en Wallonie et 8,4% en Flandre, la contribution potentielle de la baisse du chômage à la croissance de l'emploi à long terme est largement plus élevée en région bruxelloise et en Wallonie qu'en Flandre.

4. Quel scénario macroéconomique ?

Sur les six scénarios macroéconomiques élaborés en novembre-décembre 2010, cinq scénarios ont été mis à jour et sont présentés ci-dessous : les scénarios A, B, C, D et D' qui ont été renommés respectivement A2, B2, C2, D2 et D'2. Notons que le scénario B BIS présenté en novembre 2010 n'a pas fait l'objet d'une mise à jour.

Le scénario macroéconomique national le plus récent publié date du mois de mai 2011⁶. Le scénario macroéconomique régional utilisé, quant à lui, a été publié à la fin du mois de juin 2011⁷. Ces scénarios sont encadrés par les perspectives de population évoquées précédemment.

Une cohérence totale (du point de vue macroéconomique) est assurée entre les projections de référence des perspectives économiques nationales 2011-2016, régionales 2010-2016 et le volet 2011-2016 des perspectives macroéconomiques à la base du rapport 2011 du CEV (qui a été présenté officiellement le 12 juillet 2011).

Il serait erroné d'interpréter ces perspectives économiques comme des prévisions, essentiellement pour deux raisons : primo, les incertitudes sont énormes particulièrement dans le contexte actuel de sortie de crise et de reprise internationale, et compte tenu de l'impact difficilement mesurable des politiques budgétaires d'assainissement mises en place dans plusieurs Etats dont l'activité économique influence la croissance de l'économie belge. Secundo, parce que ces perspectives sont réalisées à politique constante, elles n'anticipent pas les mesures que les différents niveaux de pouvoir ne manqueront pas de prendre dans le futur, notamment pour atteindre l'objectif annoncé d'équilibre budgétaire en 2015.

Le scénario de base retenu dans le présent rapport (scénario A2) correspond aux projections de référence mentionnées ci-dessus, adaptées sur les points suivants :

- les perspectives régionales ont tout d'abord été prolongées à l'horizon 2020, en cohérence avec la projection nationale 2011-2016, elle-même prolongée sur la période 2017-2020⁸ ;
- pour la période 2021-2030, le cadrage macroéconomique national est prolongé, pour ce qui concerne les principaux agrégats macroéconomiques, à l'aide de la projection de référence utilisée dans le rapport du CEV ;
- pour la période 2021-2030 également, prolongation des principales variables macroéconomiques régionales, en cohérence avec les variables correspondantes calculées au niveau national.

⁶ BFP, *Perspectives économiques 2011-2016*, Bruxelles, 2011 – FPB, *Economische vooruitzichten 2011-2016*, Brussel, 2011. CSF, CEV, *Rapport annuel*, Bruxelles, juillet 2011 – HRF, SCvV, *Jaarlijks verslag*, Brussel, juli 2011.

⁷ BFP, IBSA, IWEPS, SVR, *Perspectives économiques régionales 2010-2016*, Bruxelles, juin 2011 – FPB, BISA, IWEPS, SVR, *Regionale economische vooruitzichten 2010-2016*, Brussel, juni 2011.

⁸ Cette prolongation a été réalisée en mars 2011, dans le cadre de la préparation du Programme National de Réformes (PNR).

On notera que les projections ainsi construites génèrent des taux de croissance des économies des trois Régions relativement peu différenciés – quoique légèrement supérieurs pour la Flandre –, ce que d’ailleurs les observations des dernières années confirment dans les grandes lignes.

Tout comme dans le scénario A du mois de novembre, le taux de chômage projeté pour la Flandre atteint, dans le scénario de base actualisé, dès 2020, un seuil considéré comme difficilement compressible (6,2%⁹ de la population active). Le maintien du faible différentiel de croissance économique entre les trois régions n’est dès lors possible qu’à condition de supposer pour la Flandre, dans un contexte de tensions sur le marché du travail, une baisse du solde des navettes (par ailleurs entamée sur la période 2010-2020) et une poussée des taux d’activité qui se traduit par une légère augmentation de la population active flamande sur la période 2021-2030.

Le scénario B2 retenu dans le présent rapport a été élaboré en supposant, au contraire, que les écarts entre les potentiels de croissance de l’emploi des trois régions se traduisent par des différences de croissance effective de l’emploi. Contrairement au scénario A2, qui apparaît comme très conservateur en ce qui concerne l’évolution des différences interrégionales de taux de croissance économique, le scénario B2 postule à partir de 2017 une croissance économique de l’emploi dans les régions wallonne et bruxelloise supérieure à celle de la Flandre. Dans la mesure où ce scénario s’inscrit à moyen comme à long terme dans des perspectives économiques nationales identiques à celles retenues pour le scénario A2, la croissance économique en Flandre sera nécessairement plus faible dans le scénario B2 que dans le scénario A2.

Outre A2 et B2, un troisième scénario de croissance économique a été élaboré : le scénario C2¹⁰. Ce dernier admet une croissance économique ralentie à partir de 2017, tant au niveau national qu’au niveau des Régions.

Enfin, le scénario D’2 se caractérise par une croissance économique nationale encore plus faible que celle retenue dans C2 (et D2). Ce ralentissement de croissance nationale est intégralement imputé aux régions bruxelloise et wallonne, la croissance flamande étant pour sa part identique dans les scénarios C2, D2 et D’2.

⁹ Concept BFP ; concept large de chômage, basé sur les statistiques administratives : cf. annexe 2.

¹⁰ Le scénario D2 présenté au point 8 s’inscrit dans un contexte de croissance identique à celui de C2.

Tableau 2 : Quatre scénarios de croissance économique nationale et par région

	2011-2016	2017-2020				2021-2030			
		Sc. A2	Sc. B2	Sc. C2 et D2	Sc. D'2	Sc. A2	Sc. B2	Sc. C2 et D2	Sc. D'2
Royaume	2,2	1,8	1,8	1,6	1,3	1,7	1,7	1,5	1,3
Région de Bruxelles-Capitale	2,1	1,7	2,0	1,5	0,8	1,6	1,9	1,4	1,0
Région flamande	2,2	1,8	1,6	1,6	1,6	1,8	1,6	1,5	1,5
Région wallonne	2,1	1,7	2,0	1,5	0,8	1,6	1,9	1,4	1,0

Le défi de l'assainissement budgétaire à l'horizon 2015 reste bien entendu entier, quel que soit le scénario considéré ; à politique constante, le déficit de l'ensemble des administrations publiques, en définition EDP¹¹, fluctuerait entre 3,8 et 4,4% du PIB entre 2011 et 2015 (cf. tableau 3).

Tableau 3 : Financieringssaldo van de overheid en haar deelsectoren (in procenten bbp)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Entiteit I							
Federale overheid	-3,1	-3,3	-3,5	-3,4	-3,5	-3,5	-3,5
Sociale zekerheid	-0,1	-0,0	-0,5	-0,5	-0,5	-0,4	-0,4
Entiteit II							
Gemeenschappen en gewesten	-0,7	-0,1	0,0	0,1	0,2	0,4	0,5
Lokale overheid	-0,2	-0,4	-0,5	-0,3	-0,2	-0,3	-0,3
Gezamenlijke overheid	-4,1	-3,8	-4,4	-4,1	-4,0	-3,8	-3,6

Source : BFP, *Perspectives économiques 2011-2016*, mai 2011.

¹¹ EDP : procédure sur les déficits excessifs.

5. Scénario A2

Le taux de croissance économique annuel moyen au niveau national s'établit dans le nouveau scénario de base à 2,2% sur la période 2011-2016, à 1,8% sur la période 2017-2020 et à 1,7% pour la décennie 2021-2030 ; au niveau régional, par rapport à la moyenne nationale, les taux de croissance seraient, en moyenne de période, de 0,1% plus élevé que la moyenne nationale en Flandre et de 0,1% plus faible tant à Bruxelles qu'en Wallonie.

On notera que ce scénario postule que l'important output gap apparu en 2008-2009 est éliminé dès 2016. Au-delà de 2016, le PIB s'accroît en ligne avec l'output potentiel, lui-même contraint par une offre de travail dont la progression serait en ralentissement progressif (l'offre de travail serait même en recul au-delà de 2022).

Alors que dans le scénario A présenté en novembre 2010, les taux de chômage des trois régions évoluaient de façon extrêmement contrastée entre 2010 et 2020, tel n'est plus le cas dans le nouveau scénario de base A2. En effet, tant pour la Flandre que pour la Wallonie et Bruxelles, le taux de chômage reculerait d'un peu plus de 2 points entre 2010 et 2020 : il passerait pour la Flandre de 8,4% de la population active en 2010 à 6,2% en 2020 ; pour Bruxelles, le recul (en point de pourcent) serait de même ampleur, puisque le taux de chômage passerait de 21,2% en 2010 à 19% en 2020. En Wallonie, le taux de chômage passerait de 17,4% en 2010 à 15,3% en 2020.

Ce resserrement des perspectives de chômage entre les régions est étroitement lié à la révision des perspectives de population introduite dans le nouveau scénario, ainsi qu'à la modification des flux de navetteurs (voir la section 3 ci-dessus et l'annexe 1 présentant les principaux changements depuis novembre 2010).

Au-delà de 2020, on reviendrait par contre à des évolutions des chômages régionaux plus en phase avec celles retenues dans le scénario de novembre : le taux de chômage atteint en Flandre en 2020, réputé incompressible, serait dès lors stable entre 2020 et 2030. Cette hypothèse est compatible avec la croissance projetée de l'emploi en Flandre, compte tenu de la légère augmentation de l'offre de travail et d'une poursuite du recul du solde des navettes flamandes. Par contre, les taux de chômage à Bruxelles et en Wallonie enregistreraient une baisse importante entre 2020 et 2030 (de l'ordre de 5 points). En 2030, le taux de chômage wallon serait ainsi de 10% ; malgré la baisse, il atteindrait encore 13,7% à Bruxelles.

La progression des taux d'emploi, de l'ordre de 4 points de pourcentage au niveau national entre 2010 et 2030, serait la plus élevée en Flandre (+4,5 points de pourcentage), un peu moins forte en Wallonie (+4,1 points), mais nettement plus basse pour Bruxelles (+2,5 points).

Tableau 4 : Principaux résultats¹² (scénario A2)

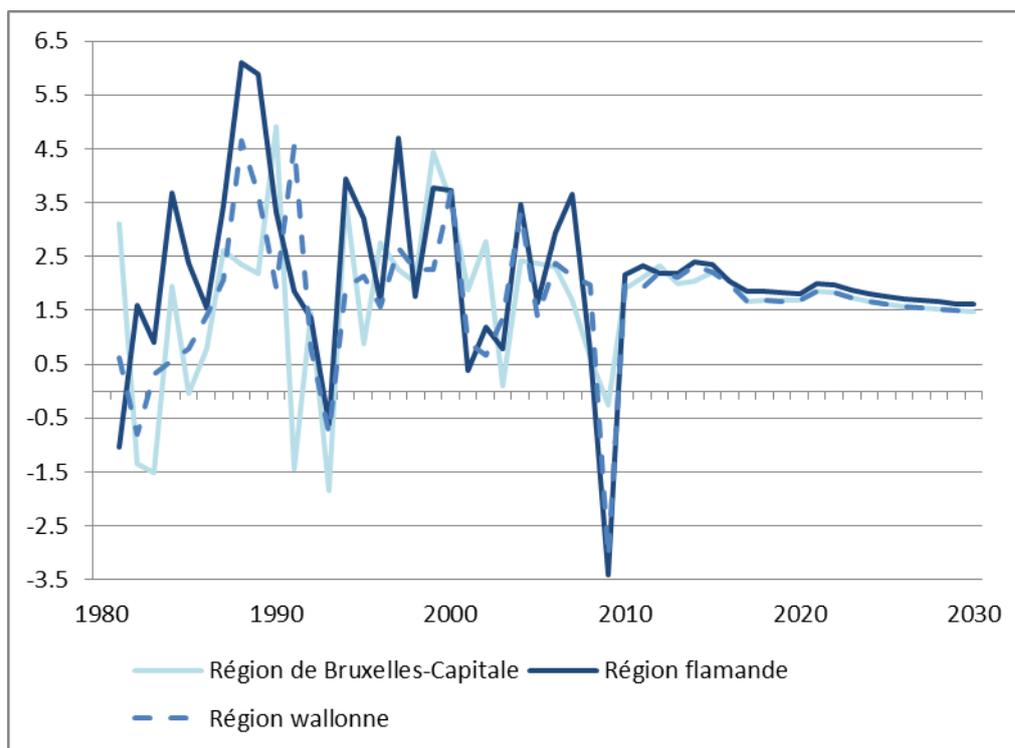
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017- 2020	2021- 2030	2020	2030
	Moyennes										
BELGIQUE											
PIB volume	2,1	2,2	2,2	2,1	2,3	2,3	2,0	1,8	1,7		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,4	1,2	1,2	1,0	1,2	1,2	1,0	1,3	1,5		
Emploi intérieur	0,6	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,4	0,2		
Emploi intérieur + solde frontalier	0,6	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,4	0,2		
Population active	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,0		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	63,4	63,6	64,0	64,4	64,8	65,2	65,6	66,0	66,9	66,1	67,4
Taux de chômage, concept BFP	12,6	12,3	12,2	12,0	11,7	11,4	11,0	10,7	9,0	10,5	8,2
Coût salarial réel par tête	-1,8	0,0	1,0	1,2	1,5	1,6	1,4	1,4	1,5		
Indice national prix consommation	2,2	3,5	2,0	1,9	2,0	2,1	2,0	2,0	2,0		
REGION BRUXELLES CAPITALE											
PIB volume	1,9	2,1	2,3	2,0	2,0	2,2	2,1	1,7	1,6		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,4	1,4	1,3	0,8	0,9	1,3	1,1	1,3	1,4		
Emploi intérieur	0,5	0,7	1,0	1,1	1,1	0,9	1,0	0,4	0,2		
Solde des navettes	-275,7	-273,2	-271,0	-269,0	-266,8	-264,4	-261,6	-254,3	-238,9	-249,1	-233,3
Population active occupée	1,4	1,8	2,0	2,2	2,2	1,9	2,0	1,2	0,6		
Population active	2,3	1,8	1,8	1,8	1,7	1,5	1,4	1,0	0,0		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	58,2	58,1	58,2	58,5	58,8	59,0	59,3	59,4	60,3	59,5	60,7
Taux de chômage, concept BFP	21,2	21,2	21,1	20,7	20,3	20,0	19,5	19,3	15,6	19,0	13,7
Coût salarial réel par tête	-2,0	-0,3	0,7	1,0	1,5	1,5	1,2	1,3	1,4		
VLAAMS GEWEST											
PIB volume	2,2	2,3	2,2	2,2	2,4	2,3	2,0	1,8	1,8		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,5	1,2	1,2	1,1	1,3	1,2	1,0	1,4	1,5		
Emploi intérieur	0,7	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0	0,5	0,3		
Solde des navettes	157,2	153,2	149,3	145,4	141,8	138,3	134,8	125,9	100,7	119,3	87,0
Population active occupée	0,5	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,3	0,1		
Population active	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6	0,5	0,4	0,1	0,1		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	67,4	67,7	68,1	68,4	68,9	69,3	69,8	70,3	71,4	70,5	71,9
Taux de chômage, concept BFP	8,4	8,1	8,0	7,9	7,6	7,2	6,8	6,4	6,2	6,2	6,2
Coût salarial réel par tête	-1,7	0,1	1,2	1,4	1,6	1,8	1,5	1,6	1,5		
REGION WALLONNE											
PIB volume	2,0	1,9	2,2	2,1	2,3	2,2	2,0	1,7	1,6		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,3-0	1,1-0	1,2	1,0	1,2	1,3	1,1	1,3	1,4		
Emploi intérieur	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	0,9	0,9	0,4	0,2		
Solde des navettes	118,4	119,9	121,7	123,5	125,0	126,1	126,8	128,4	138,2	129,8	146,3
Population active occupée	0,6	0,8	1,0	1,1	1,1	0,9	0,9	0,4	0,3		
Population active	0,4	0,5	0,7	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	-0,3		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	58,0	58,2	58,6	59,2	59,7	60,0	60,4	60,7	61,7	60,9	62,1
Taux de chômage, concept BFP	17,4	17,2	16,9	16,6	16,3	16,0	15,7	15,4	11,8	15,3	10,0
Coût salarial réel par tête	-1,8	0,0	0,9	0,7	1,2	1,3	1,0	1,2	1,4		

Source:

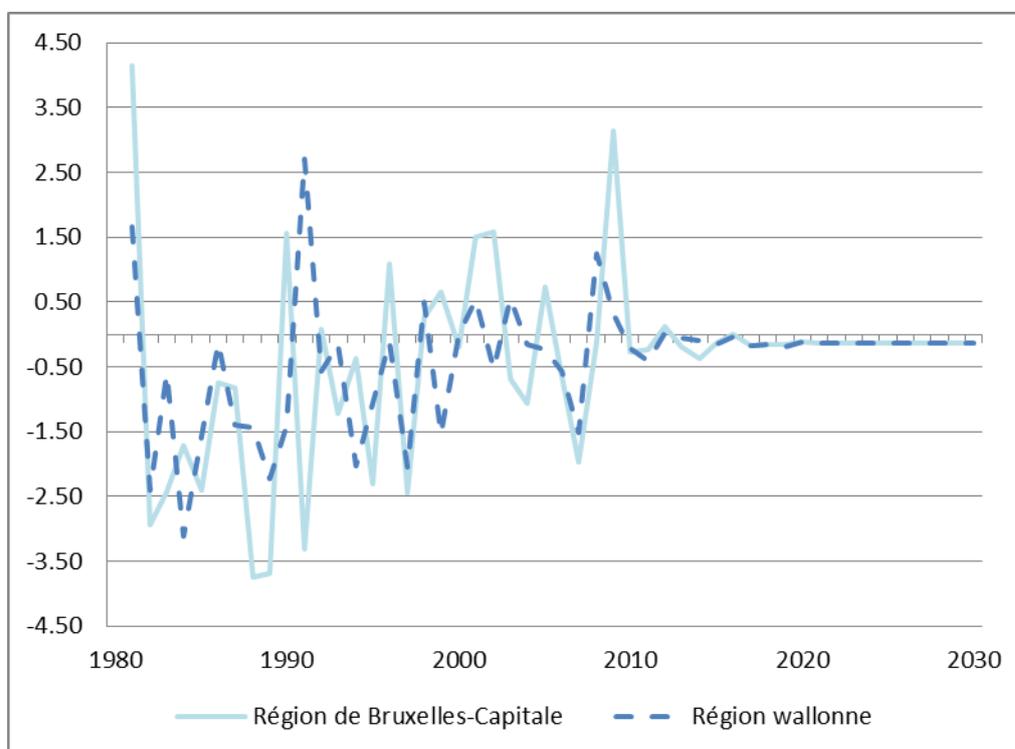
- BFP, IBSA, IWEPS, SVR, *Perspectives économiques régionales 2010-2016*, Bruxelles, juin 2011 – FPB, BISA, IWEPS, SVR, *Regionale economische vooruitzichten 2010-2016*, Brussel, juni 2011.
- BFP, *Perspectives économiques 2011-2016* de mai 2011, prolongées sur la période 2017-2020 pour les besoins du Programme National de Réformes (PNR) de la Belgique (version de mars 2011).
- Prolongation 2017-2030 des «*Perspectives économiques régionales 2011-2016*» sous la responsabilité du BFP.

¹² Taux de croissance annuels ou annuels moyens en %, sauf indication contraire.

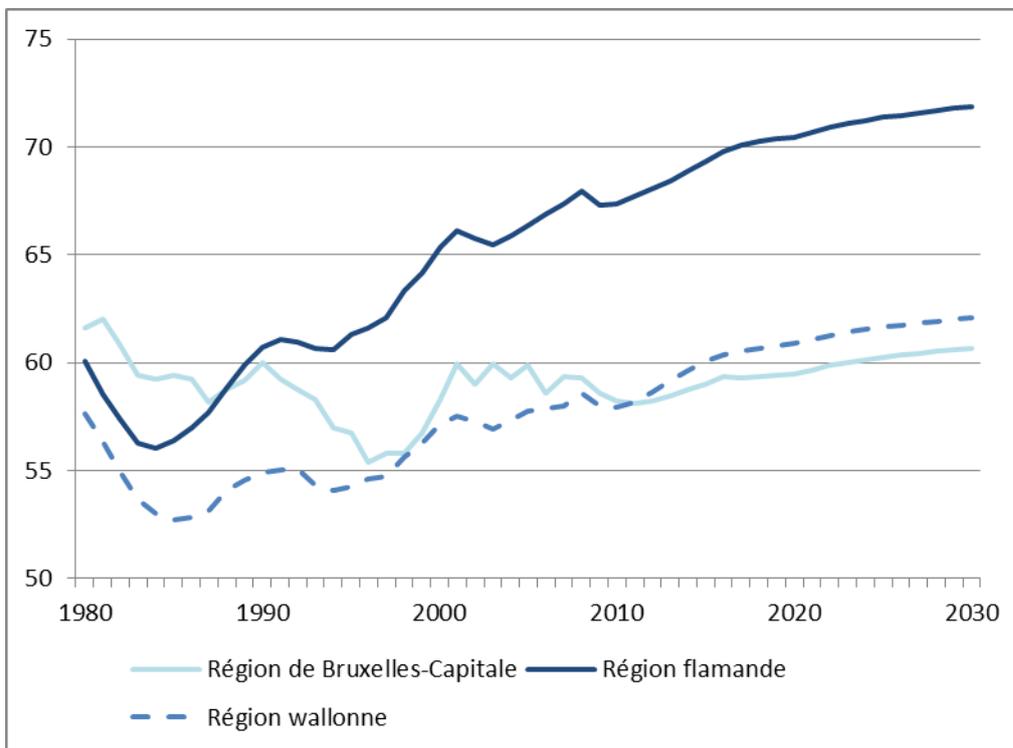
Graphique 1 Croissance du PIB (scénario A2 ; en %)



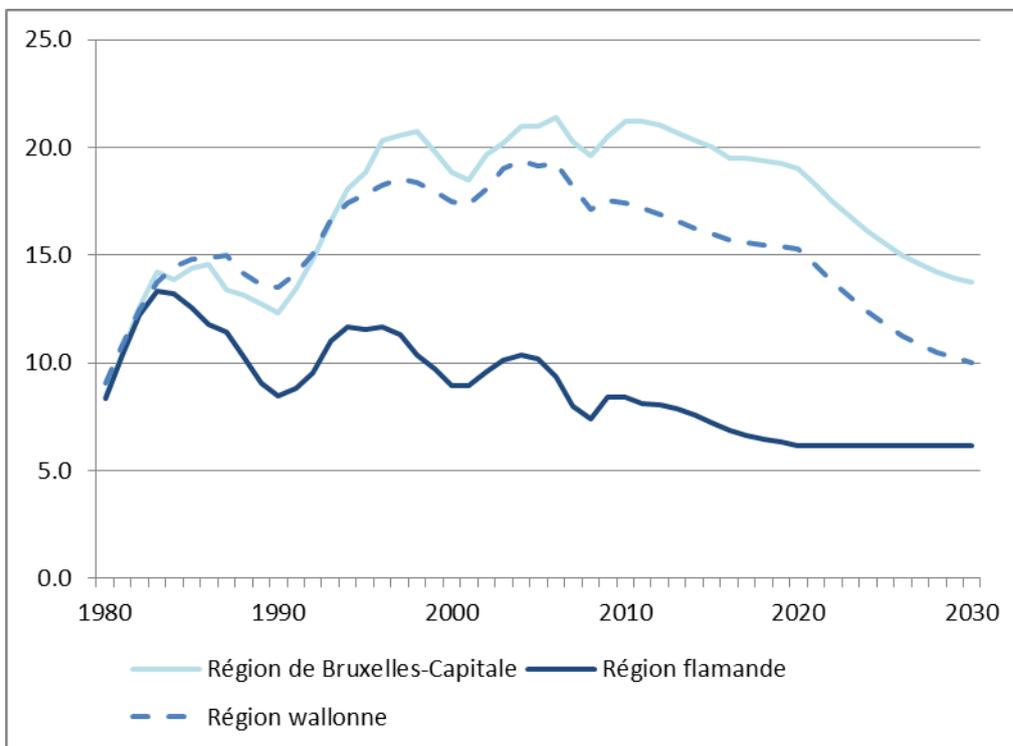
Graphique 2 Différentiels de croissance par rapport à la Flandre (scénario A2) ; en point de pourcentage



Graphique 3 Taux d'emploi (scénario A2)



Graphique 4 Taux de chômage (scénario A2)



6. Scénario B2

Le scénario B2, qui s'inscrit à moyen comme à long terme dans des perspectives économiques nationales identiques à celles retenues pour la projection A2, a été amorcé en supposant une inversion de signe du différentiel de taux de croissance économique entre régions à partir de 2017 : la croissance économique de la Flandre deviendrait inférieure de 0,3% à celle des deux autres régions. Le taux de chômage en Flandre durant la décennie 2021-2030 est cette fois supposé stabilisé au niveau atteint dès 2016 (6,8 % de la population active).

Dans ce scénario, la croissance économique annuelle moyenne tomberait en Flandre à 1,6 % entre 2017 et 2030 ; la croissance économique moyenne à Bruxelles et en Wallonie atteindrait, respectivement, 2,0 % par an entre 2017 et 2020 et 1,9% par an entre 2021 et 2030 (cf. tableau 5). Les écarts régionaux de taux d'emploi et de taux de chômage sont, à l'horizon 2030, plus faibles que dans le scénario A2. En ce qui concerne le taux d'emploi, les écarts défavorables à Bruxelles et à la Wallonie par rapport à la Flandre, sont ramenés à près de 6 points pour ces deux régions en 2030 (ils s'élèvent à 11 et 10 points respectivement dans le scénario A2, cf. tableau 4). Pour ce qui est du taux de chômage, le différentiel défavorable par rapport à la Flandre, est ramené à 5 points pour Bruxelles à l'horizon 2030 (contre 7,6 points dans le scénario A2) et à un peu plus de 2 points pour la Wallonie (contre près de 4 points dans le scénario A2).

Tableau 5 : Principaux résultats¹³ (scénario B2)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017- 2020	2021- 2030	2020	2030
	Moyennes										
BELGIQUE											
PIB volume	2,1	2,2	2,2	2,1	2,3	2,3	2,0	1,8	1,7		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,4	1,2	1,2	1,0-1	1,2	1,2	1,0	1,3	1,5		
Emploi intérieur	0,6	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,4	0,2		
Emploi intérieur + solde frontalier	0,6	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,4	0,2		
Population active	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,0		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	63,4	63,6	64,0	64,4	64,8	65,2	65,6	66,0	66,9	66,1	67,4
Taux de chômage, concept BFP	12,6	12,3	12,2	12,0	11,7	11,4	11,0	10,7	9,0	10,5	8,2
Coût salarial réel par tête	-1,8	0,0	1,0	1,2	1,5	1,6	1,4	1,4	1,5		
Indice national prix consommation	2,2	3,5	2,0	1,9	2,0	2,1	2,0	2,0	2,0		
REGION BRUXELLES CAPITALE											
PIB volume	1,9	2,1	2,3	2,0	2,0	2,2	2,1	2,0	1,9		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,4	1,4	1,3	0,8	0,9	1,3	1,1	1,3	1,4		
Emploi intérieur	0,5	0,7	1,0	1,1	1,1	0,9	1,0	0,6	0,5		
Solde des navettes	-275,7	-273,2	-271,0	-269,0	-266,8	-264,4	-261,6	-254,3	-238,9	-249,1	-233,3
Population active occupée	1,4	1,8	2,0	2,2	2,2	1,9	2,0	1,6	1,0		
Population active	2,3	1,8	1,8	1,8	1,7	1,5	1,4	1,1	0,3		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	58,2	58,1	58,2	58,5	58,8	59,0	59,3	60,0	62,5	60,5	64,0
Taux de chômage, concept BFP	21,2	21,2	21,1	20,7	20,3	20,0	19,5	18,5	14,3	18,0	12,2
Coût salarial réel par tête	-2,0	-0,3	0,7	1,0	1,5	1,5	1,2	1,3	1,4		

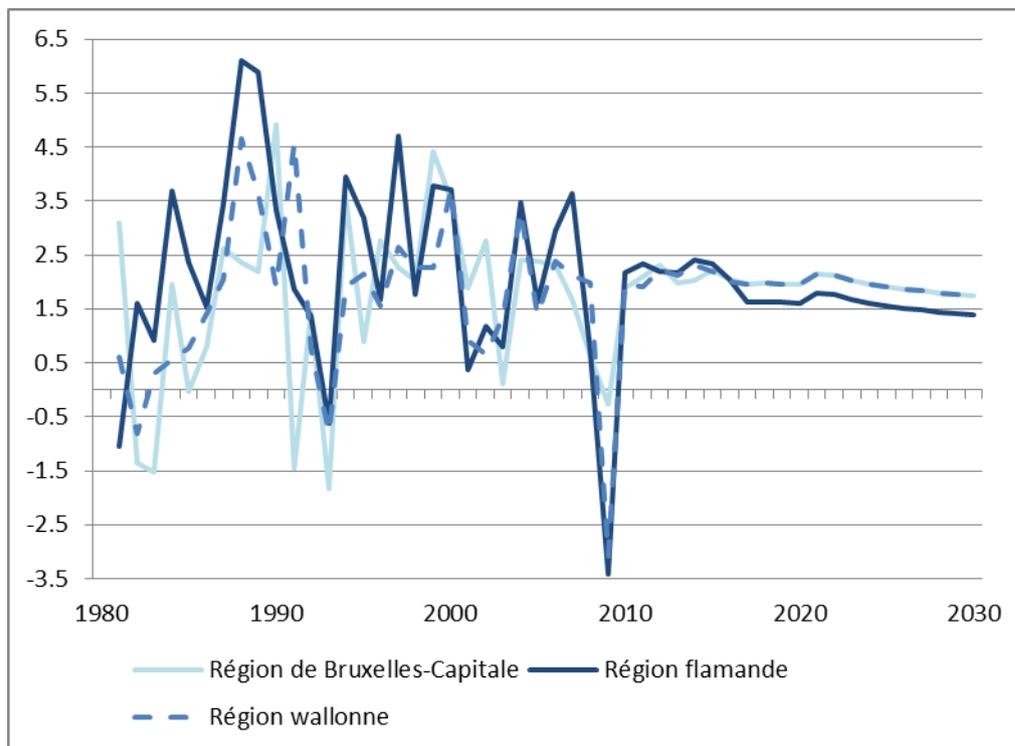
¹³ Taux de croissance annuels ou annuels moyennes en %, sauf indication contraire.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017- 2020	2021- 2030	2020	2030
VLAAMS GEWEST											
PIB volume	2,2	2,3	2,2	2,2	2,4	2,3	2,0	1,6	1,6		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,5	1,2	1,2	1,1	1,3	1,2	1,0	1,4	1,5		
Emploi intérieur	0,7	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0	0,3	0,0		
Solde des navettes	157,2	153,2	149,3	145,4	141,8	138,3	134,8	125,9	100,7	119,3	87,0
Population active occupée	0,5	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,1	-0,1		
Population active	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6	0,5	0,4	0,1	-0,1		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	67,4	67,7	68,1	68,4	68,9	69,3	69,8	69,9	70,0	69,9	69,9
Taux de chômage, concept BFP	8,4	8,1	8,0	7,9	7,6	7,2	6,8	6,8	6,8	6,8	6,8
Coût salarial réel par tête	-1,7	0,1	1,2	1,4	1,6	1,8	1,5	1,6	1,5		
REGION WALLONNE											
PIB volume	2,0	1,9	2,2	2,1	2,3	2,2	2,0	2,0	1,9		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,3	1,1	1,2	1,0	1,2	1,3	1,1	1,2	1,4		
Emploi intérieur	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	0,9	0,9	0,7	0,5		
Solde des navettes	118,4	119,9	121,7	123,5	125,0	126,1	126,8	128,4	138,2	129,8	146,3
Population active occupée	0,6	0,8	1,0	1,1	1,1	0,9	0,9	0,7	0,5		
Population active	0,4	0,5	0,7	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,0		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	58,0	58,2	58,6	59,2	59,7	60,0	60,4	61,1	63,2	61,5	64,3
Taux de chômage, concept BFP	17,4	17,2	16,9	16,6	16,3	16,0	15,7	14,9	10,9	14,4	9,1
Coût salarial réel par tête	-1,8	0,0	0,9	0,7	1,2	1,3	1,0	1,2	1,4		

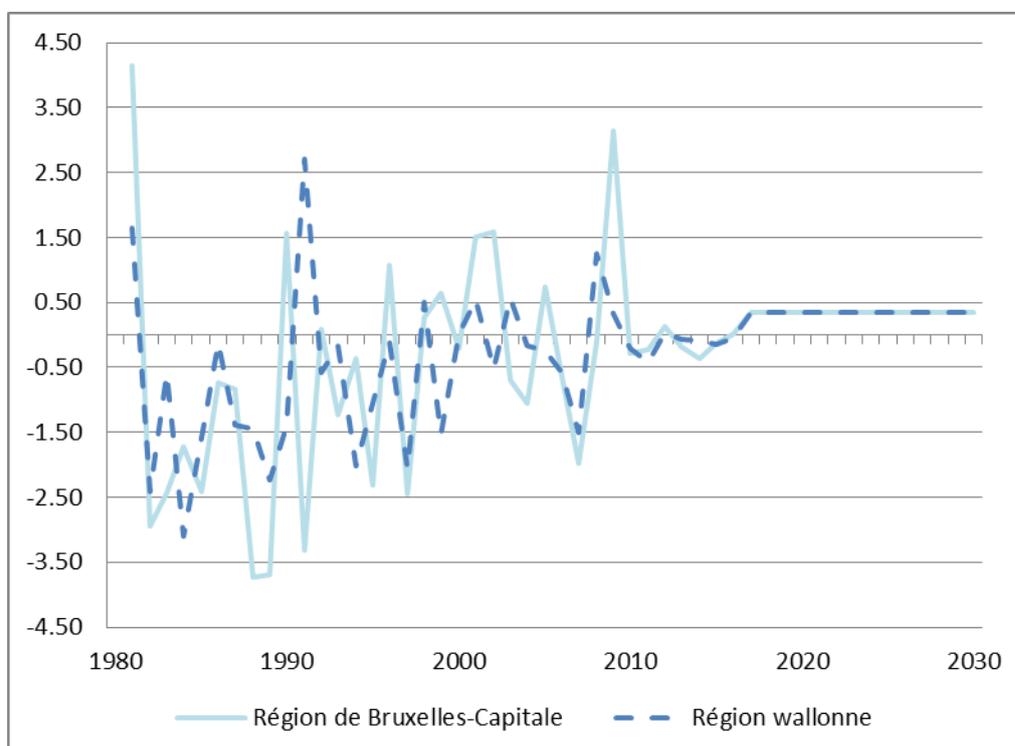
Source:

- BFP, IBSA, IWEPS, SVR, *Perspectives économiques régionales 2010-2016*, Bruxelles, juin 2011 – FPB, BISA, IWEPS, SVR, *Regionale economische vooruitzichten 2010-2016*, Brussel, juni 2011.
- BFP, *Perspectives économiques 2011-2016* de mai 2011, prolongées sur la période 2017-2020 pour les besoins du Programme National de Réformes (PNR) de la Belgique (version de mars 2011).
- Prolongation 2017-2030 des «*Perspectives économiques régionales 2011-2016*» sous la responsabilité du BFP.

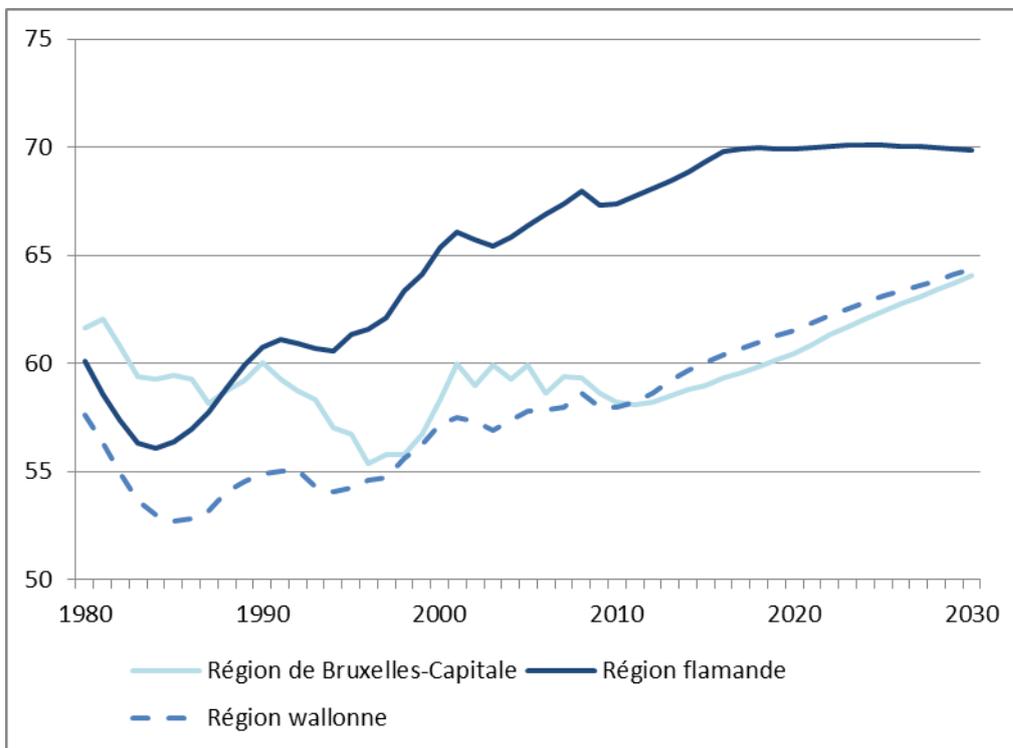
Graphique 5 Croissance du PIB (scénario B2 ; en %)



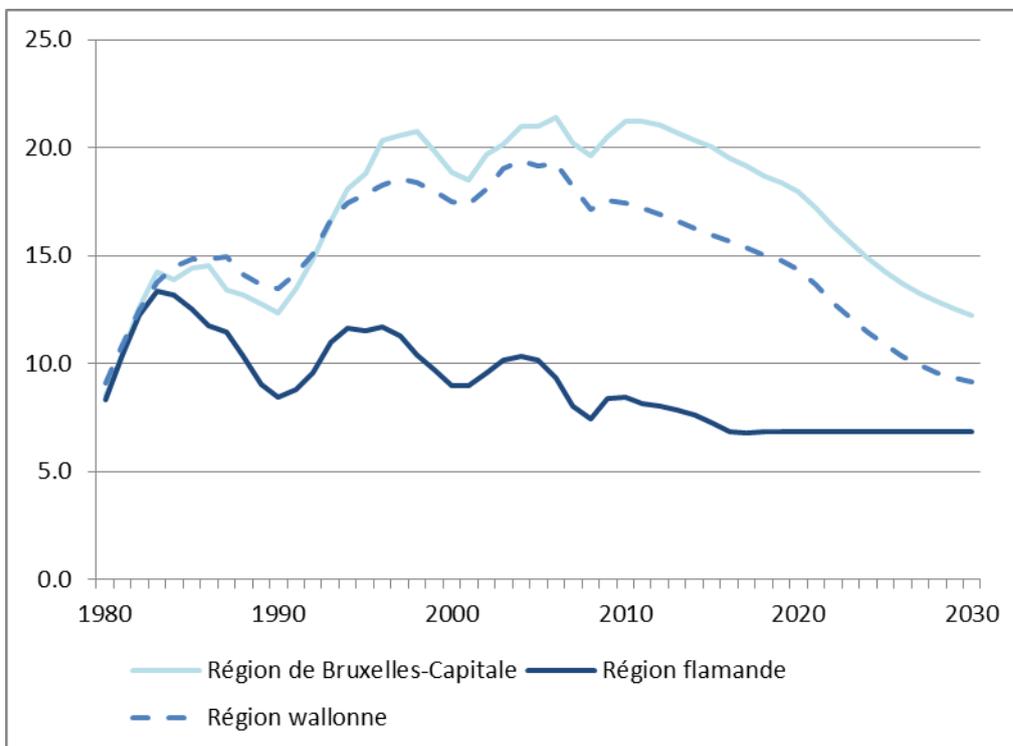
Graphique 6 Différentiels de croissance par rapport à la Flandre (scénario B2) ; en point de pourcentage



Graphique 7 Taux d'emploi (scénario B2)



Graphique 8 Taux de chômage (scénario B2)



7. Scénario C2

Ce scénario de croissance économique nationale ralentie à partir de 2017 postule un taux de chômage constant sur la période 2017-2030 au niveau national, correspondant au niveau atteint en 2016 dans les scénarios A2 et B2 (11% de la population active). Pour le reste, les écarts entre taux de croissance régionaux et nationaux conservent les tendances de moyen terme identifiées dans l'approche HERMREG, comme dans le scénario A2.

Tableau 6 : Principaux résultats¹⁴ (scénario C2)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017- 2020	2021- 2030	2020	2030
	Moyennes										
BELGIQUE											
PIB volume	2,1	2,2	2,2	2,1	2,3	2,3	2,0	1,6	1,5		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,4	1,2	1,2	1,0	1,2	1,2	1,0	1,3	1,5		
Emploi intérieur	0,6	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,3	0,0		
Emploi intérieur + solde frontalier	0,6	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,3	0,0		
Population active	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,0		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	63,4	63,6	64,0	64,4	64,8	65,2	65,6	65,7	65,5	65,7	65,4
Taux de chômage, concept BFP	12,6	12,3	12,2	12,0	11,7	11,4	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0
Coût salarial réel par tête	-1,8	0,0	1,0	1,2	1,5	1,6	1,4	1,4	1,5		
Indice national prix consommation	2,2	3,5	2,0	1,9	2,0	2,1	2,0	1,9	1,8		
REGION BRUXELLES CAPITALE											
PIB volume	1,9	2,1	2,3	2,0	2,0	2,2	2,1	1,5	1,4		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,4	1,4	1,3	0,8	0,9	1,3	1,1	1,3	1,4		
Emploi intérieur	0,5	0,7	1,0	1,1	1,1	0,9	1,0	0,2	0,0		
Solde des navettes	-275,7	-273,2	-271,0	-269,0	-266,8	-264,4	-261,6	-254,3	-238,9	-249,1	-233,3
Population active occupée	1,4	1,8	2,0	2,2	2,2	1,9	2,0	0,9	0,3		
Population active	2,3	1,8	1,8	1,8	1,7	1,5	1,4	1,1	0,2		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	58,2	58,1	58,2	58,5	58,8	59,0	59,3	59,1	58,4	59,0	58,2
Taux de chômage, concept BFP	21,2	21,2	21,1	20,7	20,3	20,0	19,5	19,8	19,9	20,0	19,9
Coût salarial réel par tête	-2,0	-0,3	0,7	1,0	1,5	1,5	1,2	1,2	1,4		
VLAAMS GEWEST											
PIB volume	2,2	2,3	2,2	2,2	2,4	2,3	2,0	1,6	1,5		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,5	1,2	1,2	1,1	1,3	1,2	1,0	1,3	1,5		
Emploi intérieur	0,7	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0	0,3	0,0		
Solde des navettes	157,2	153,2	149,3	145,4	141,8	138,3	134,8	125,9	100,7	119,3	87,0
Population active occupée	0,5	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,2	-0,1		
Population active	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6	0,5	0,4	0,1	-0,1		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	67,4	67,7	68,1	68,4	68,9	69,3	69,8	70,0	69,8	70,0	69,8
Taux de chômage, concept BFP	8,4	8,1	8,0	7,9	7,6	7,2	6,8	6,7	6,7	6,7	6,7
Coût salarial réel par tête	-1,7	0,1	1,2	1,4	1,6	1,8	1,5	1,6	1,5		

¹⁴ Taux de croissance annuels ou annuels moyennes en %, sauf indication contraire.

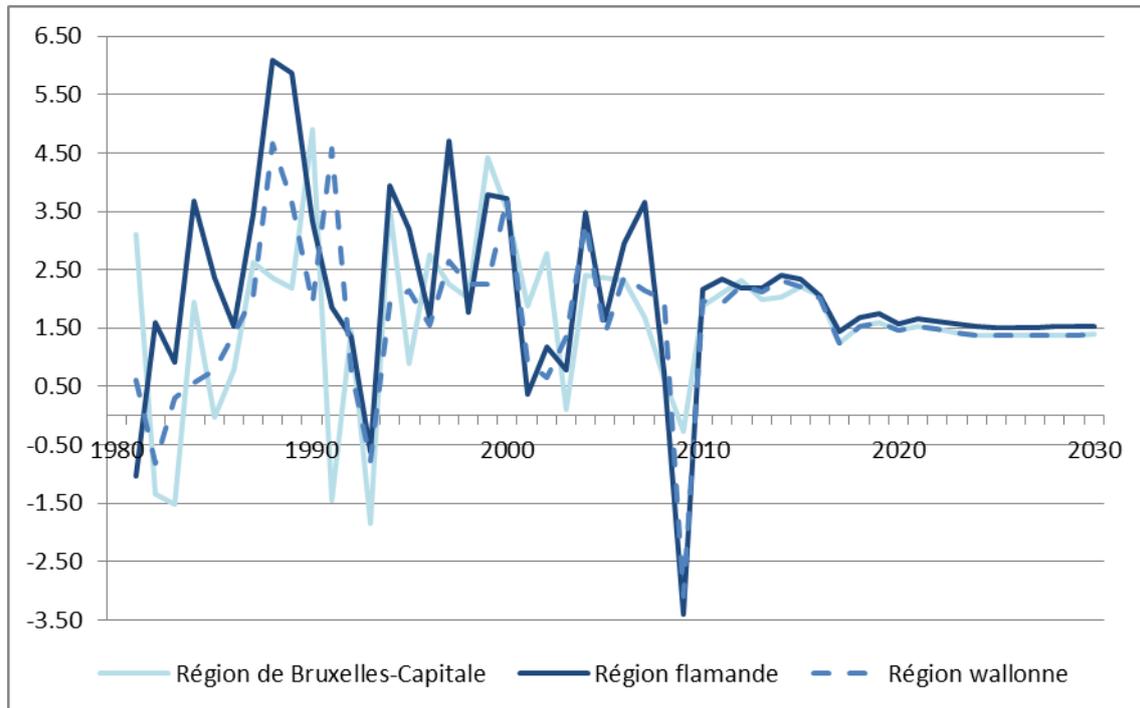
RAPPORT

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017- 2020	2021- 2030	2020	2030
REGION WALLONNE											
PIB volume	2,0	1,9	2,2	2,1	2,3	2,2	2,0	1,5	1,4		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,3	1,1	1,2	1,0	1,2	1,3	1,1	1,2	1,4		
Emploi intérieur	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	0,9	0,9	0,3	0,0		
Solde des navettes	118,4	119,9	121,7	123,5	125,0	126,1	126,8	128,4	138,2	129,8	146,3
Population active occupée	0,6	0,8	1,0	1,1	1,1	0,9	0,9	0,3	0,1		
Population active	0,4	0,5	0,7	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,1		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	58,0	58,2	58,6	59,2	59,7	60,0	60,4	60,5	60,5	60,6	60,5
Taux de chômage, concept BFP	17,4	17,2	16,9	16,6	16,3	16,0	15,7	15,7	15,6	15,7	15,6
Coût salarial réel par tête	-1,8	0,0	0,9	0,7	1,2	1,3	1,0	1,2	1,4		

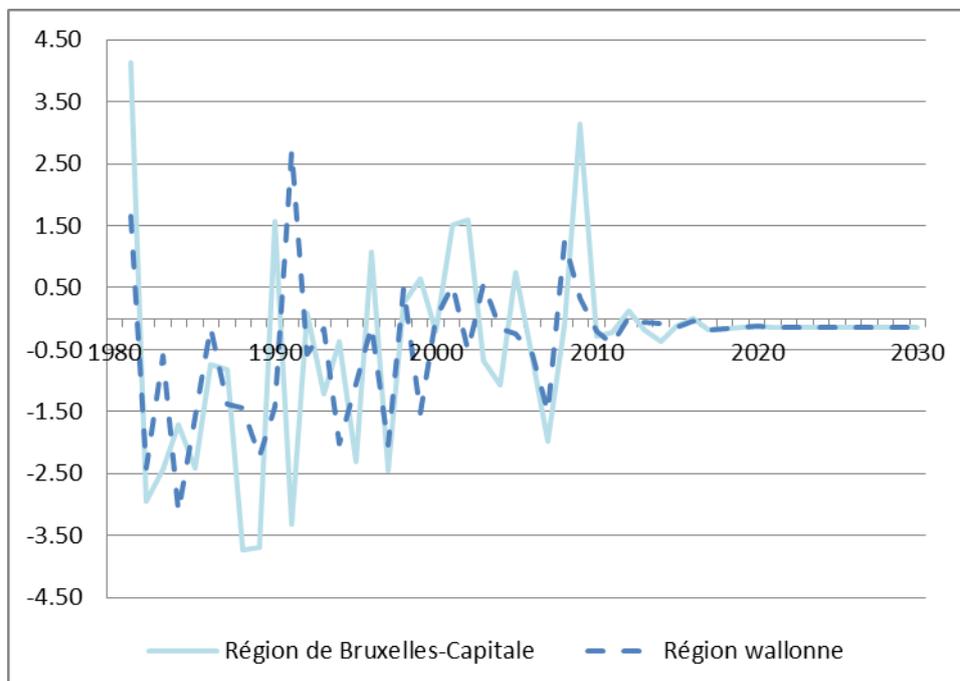
Source:

- BFP, IBSA, IWEPS, SVR, *Perspectives économiques régionales 2010-2016*, Bruxelles, juin 2011 – FPB, BISA, IWEPS, SVR, *Regionale economische vooruitzichten 2010-2016*, Brussel, juni 2011.
- BFP, *Perspectives économiques 2011-2016* de mai 2011, prolongées sur la période 2017-2020 pour les besoins du Programme National de Réformes (PNR) de la Belgique (version de mars 2011).
- Prolongation 2017-2030 des «*Perspectives économiques régionales 2011-2016*» sous la responsabilité du BFP.

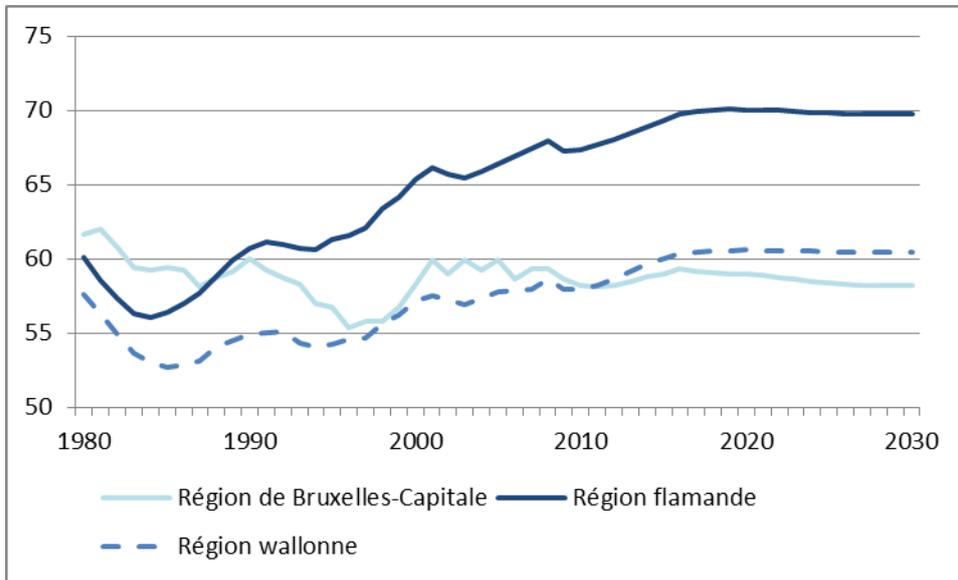
Graphique 9 Croissance du PIB (scénario C2 ; en %)



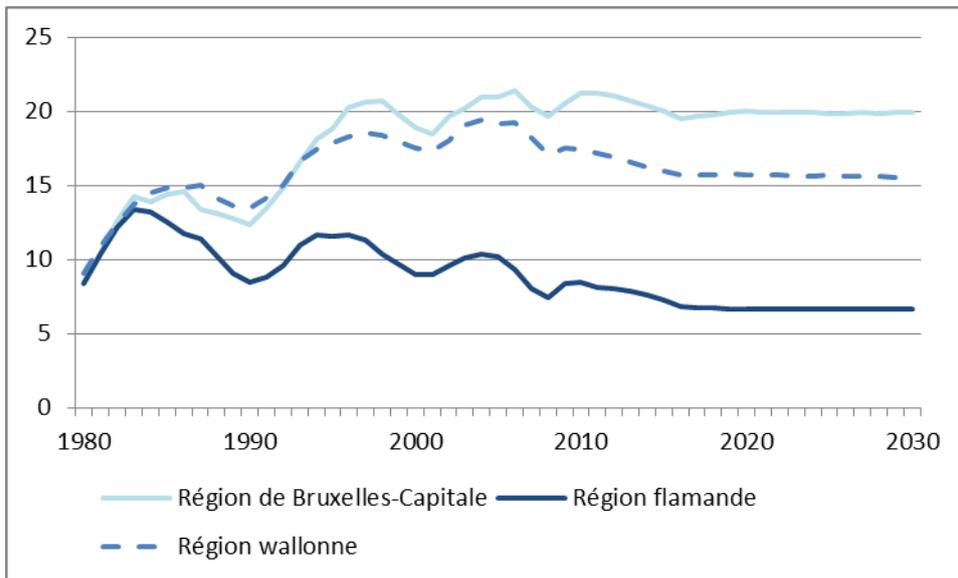
Graphique 10 Différentiels de croissance par rapport à la Flandre (scénario C2) ; en point de pourcentage



Graphique 11 Taux d'emploi (scénario C2)



Graphique 12 Taux de chômage (scénario C2)



8. Scénario D2

Le scénario D2 s'inscrit dans un cadre macroéconomique national identique à celui du scénario C2. Au niveau régional, par rapport au scénario C2, les flux de navetteurs ont été modifiés. Notamment, les deux flux les plus importants de navetteurs, à savoir celui des travailleurs flamands allant travailler à Bruxelles et celui des travailleurs wallons allant travailler à Bruxelles, ont été gelés sur toute la période 2017-2030 à leur niveau de 2016. Les modifications des flux de navetteurs ont été calibrées de manière à obtenir, in fine, une stabilisation des parts régionales d'impôt des personnes physiques sur l'ensemble de la période de projection. Notons que le gel des flux de navetteurs a pour effet mécanique de faire tomber le niveau du taux de chômage flamand à seulement 5,5% à l'horizon 2030.

Tableau 7 : Principaux résultats¹⁵ (scénario D2)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017- 2020	2021- 2030	2020	2030
	Moyennes										
BELGIQUE											
PIB volume	2,1	2,2	2,2	2,1	2,3	2,3	2,0	1,6	1,5		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,4	1,2	1,2	1,0	1,2	1,2	1,0	1,3	1,5		
Emploi intérieur	0,6	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,3	0,0		
Emploi intérieur + solde frontalier	0,6	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,3	0,0		
Population active	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,0		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	63,4	63,6	64,0	64,4	64,8	65,2	65,6	65,7	65,5	65,7	65,4
Taux de chômage, concept BFP	12,6	12,3	12,2	12,0	11,7	11,4	11,0	11,0	11,0	11,0	11,0
Coût salarial réel par tête	-1,8	0,0	1,0	1,2	1,5	1,6	1,4	1,4	1,5		
Indice national prix consommation	2,2	3,5	2,0	1,9	2,0	2,1	2,0	1,9	1,8		
REGION BRUXELLES CAPITALE											
PIB volume	1,9	2,1	2,3	2,0	2,0	2,2	2,1	1,5	1,4		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,4	1,4	1,3	0,8	0,9	1,3	1,1	1,3	1,4		
Emploi intérieur	0,5	0,7	1,0	1,1	1,1	0,9	1,0	0,2	0,0		
Solde des navettes	-275,7	-273,2	-271,0	-269,0	-266,8	-264,4	-261,6	-256,3	-245,5	-251,7	-238,7
Population active occupée	1,4	1,8	2,0	2,2	2,2	1,9	2,0	0,8	0,2		
Population active	2,3	1,8	1,8	1,8	1,7	1,5	1,4	1,1	0,2		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	58,2	58,1	58,2	58,5	58,8	59,0	59,3	58,8	57,7	58,7	57,6
Taux de chômage, concept BFP	21,2	21,2	21,1	20,7	20,3	20,0	19,5	20,2	20,9	20,4	20,7
Coût salarial réel par tête	-2,0	-0,3	0,7	1,0	1,5	1,5	1,2	1,2	1,4		
VLAAMS GEWEST											
PIB volume	2,2	2,3	2,2	2,2	2,4	2,3	2,0	1,6	1,5		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,5	1,2	1,2	1,1	1,3	1,2	1,0	1,3	1,5		
Emploi intérieur	0,7	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0	0,3	0,0		
Solde des navettes	157,2	153,2	149,3	145,4	141,8	138,3	134,8	128,9	125,1	124,8	123,2
Population active occupée	0,5	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,2	0,0		
Population active	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6	0,5	0,4	0,1	-0,1		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	67,4	67,7	68,1	68,4	68,9	69,3	69,8	70,1	70,4	70,2	70,7
Taux de chômage, concept BFP	8,4	8,1	8,0	7,9	7,6	7,2	6,8	6,6	5,9	6,5	5,5
Coût salarial réel par tête	-1,7	0,1	1,2	1,4	1,6	1,8	1,5	1,6	1,5		

¹⁵ Taux de croissance annuels ou annuels moyennes en %, sauf indication contraire.

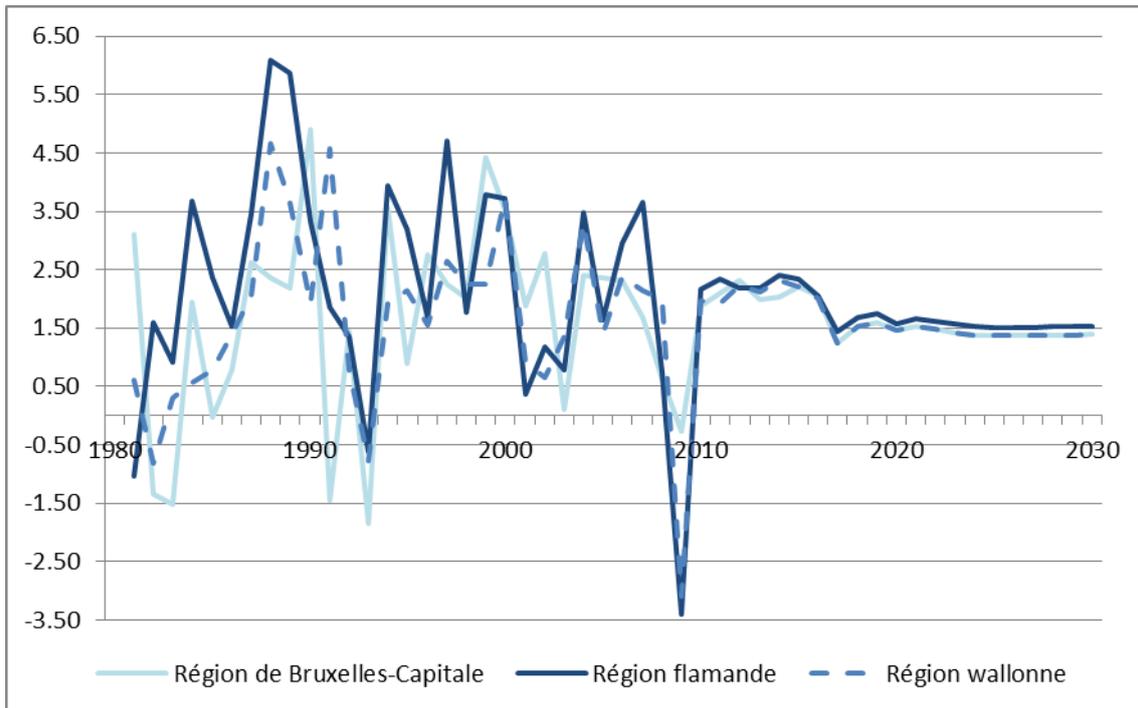
RAPPORT

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017- 2020	2021- 2030	2020	2030
REGION WALLONNE											
PIB volume	2,0	1,9	2,2	2,1	2,3	2,2	2,0	1,5	1,4		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,3	1,1	1,2	1,0	1,2	1,3	1,1	1,2	1,4		
Emploi intérieur	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	0,9	0,9	0,3	0,0		
Solde des navettes	118,4	119,9	121,7	123,5	125,0	126,1	126,8	127,4	120,3	126,9	115,6
Population active occupée	0,6	0,8	1,0	1,1	1,1	0,9	0,9	0,2	-0,1		
Population active	0,4	0,5	0,7	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,1		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	58,0	58,2	58,6	59,2	59,7	60,0	60,4	60,5	59,7	60,5	59,2
Taux de chômage, concept BFP	17,4	17,2	16,9	16,6	16,3	16,0	15,7	15,8	16,7	15,9	17,3
Coût salarial réel par tête	-1,8	0,0	0,9	0,7	1,2	1,3	1,0	1,2	1,4		

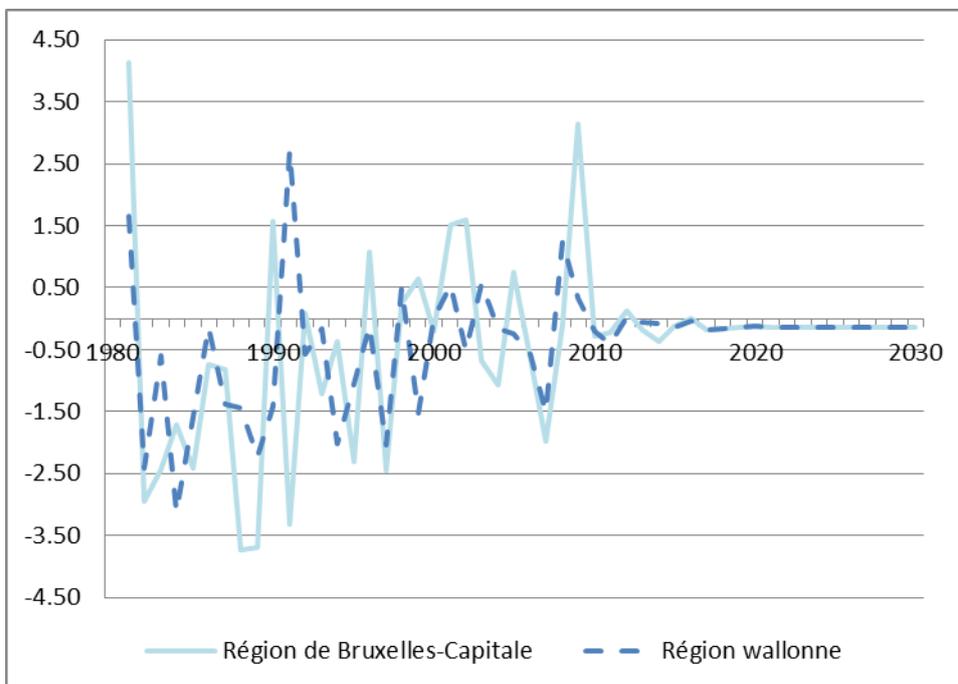
Source:

- BFP, IBSA, IWEPS, SVR, *Perspectives économiques régionales 2010-2016*, Bruxelles, juin 2011 – FPB, BISA, IWEPS, SVR, *Regionale economische vooruitzichten 2010-2016*, Brussel, juni 2011.
- BFP, *Perspectives économiques 2011-2016* de mai 2011, prolongées sur la période 2017-2020 pour les besoins du Programme National de Réformes (PNR) de la Belgique (version de mars 2011).
- Prolongation 2017-2030 des «*Perspectives économiques régionales 2011-2016*» sous la responsabilité du BFP.

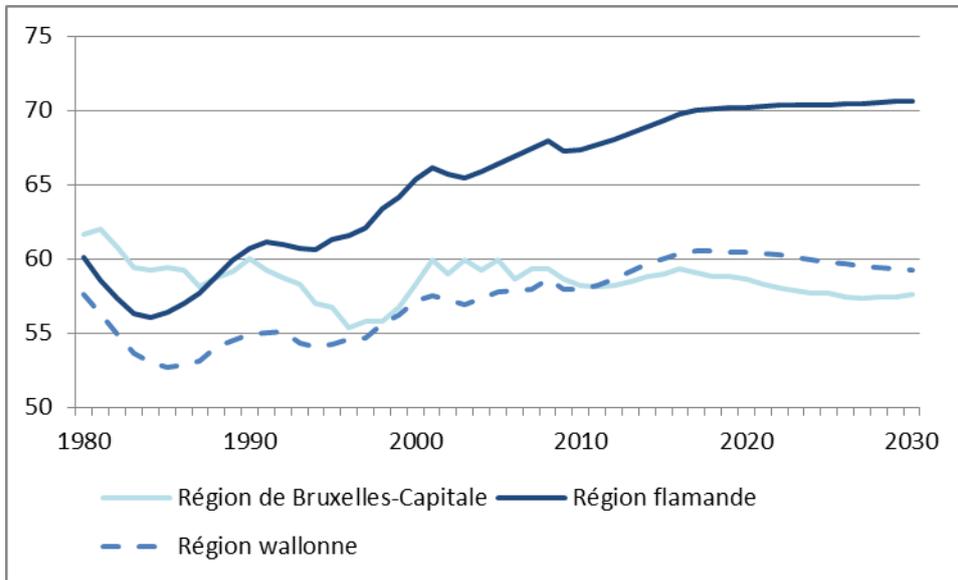
Graphique 13 Croissance du PIB (scénario D2 ; en %)



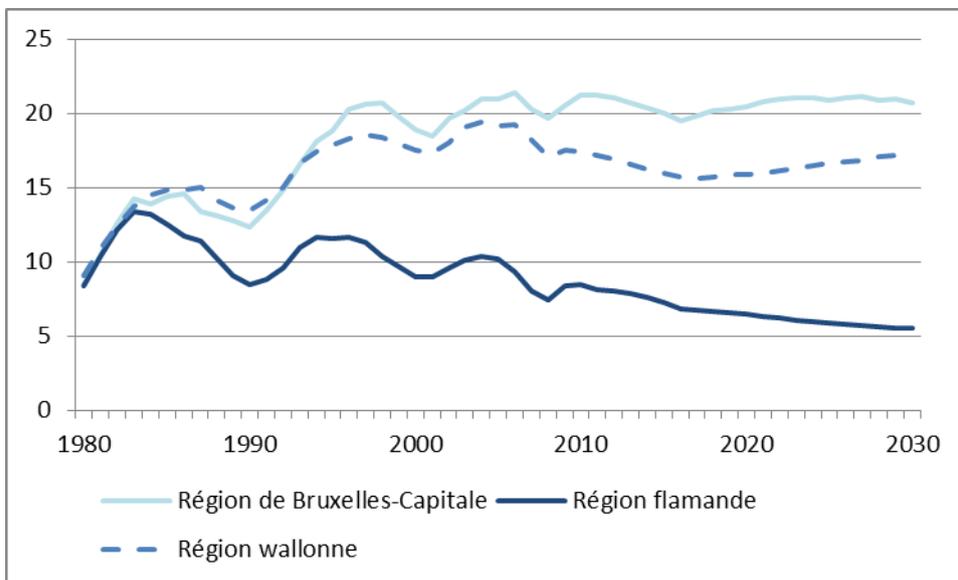
Graphique 14 Différentiels de croissance par rapport à la Flandre (scénario D2) ; en point de pourcentage



Graphique 15 Taux d'emploi (scénario D2)



Graphique 16 Taux de chômage (scénario D2)



9. Scénario D'2

Dans le scénario D'2, la croissance nationale est encore ralentie, à partir de 2017, par rapport à celle retenue dans les scénarios C2 et D2 (et, a fortiori, davantage encore par rapport à celle retenue dans les scénarios A2 et B2). En conséquence, le taux de chômage national repart à la hausse dès 2018 pour atteindre 13,3% en 2030. Au niveau régional, le scénario D'2 se caractérise par une situation semblable à celle du scénario D2 pour la Flandre. Le ralentissement, par rapport au scénario C2, de la croissance nationale est donc entièrement répercuté sur les régions bruxelloise et wallonne. L'augmentation du différentiel interrégional de croissance économique entre les scénarios D2 et D'2, en point de pourcentage (ppc), a été calibrée de façon à correspondre approximativement à la variation de ce même différentiel entre les scénarios B2 et A2 (cf. tableau 8).

Tableau 8 : Différentiels interrégionaux de croissance (écarts entre les scénarios D'2 et D2 d'une part, entre les scénarios A2 et B2, d'autre part)

	Taux croissance annuels moyens (2017-2030) du PIB en volume (%)		Différentiels par rapport à la Flandre (moyenne 2017-2030, ppc)		Différence des différentiels (moyenne 2017- 2030, ppc)
	Sc. A2	Sc. B2	Sc. A2	Sc. B2	
Belgique	1.7	1.7			
Région bruxelloise	1.6	1.9	-0.1	0.4	-0.5
Région flamande	1.8	1.6			
Région wallonne	1.6	1.9	-0.1	0.4	-0.5
	Sc. D'2	Sc. D2	Sc. D'2	Sc. D2	Sc. D'2-Sc. D2
Belgique	1.3	1.5			
Région bruxelloise	0.9	1.4	-0.6	-0.1	-0.5
Région flamande	1.6	1.6			
Région wallonne	0.9	1.4	-0.6	-0.1	-0.5

Dans le scénario D'2, l'écart entre les taux de chômage des trois régions belges se creuse davantage encore que dans le scénario D2 : en 2030, le taux de chômage flamand atteint 5,5% dans le scénario D'2, tandis que celui des régions bruxelloise et wallonne s'élève à, respectivement, 27,3% et 22,2%. Cette divergence d'évolution régionale se reflète bien entendu également au niveau des taux d'emploi, l'écart entre le taux d'emploi flamand (70,7% en 2030), d'une part, et bruxellois (52,7%) et wallon (56,0%), d'autre part, oscillant autour des 15 points de pourcentage.

Tableau 9 : Principaux résultats¹⁶ (scénario D'2)

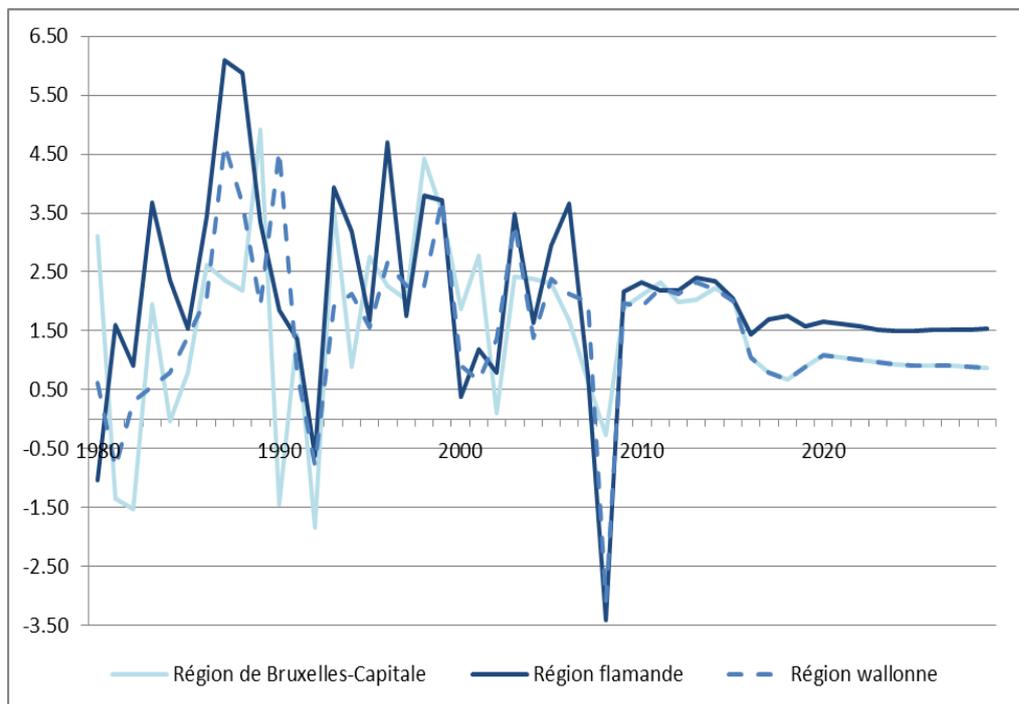
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017- 2020	2021- 2030	2020	2030
	Moyennes										
BELGIQUE											
PIB volume	2,1	2,2	2,2	2,1	2,3	2,3	2,0	1,3	1,3		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,4	1,2	1,2	1,0	1,2	1,2	1,0	1,2	1,5		
Emploi intérieur	0,6	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,1	-0,2		
Emploi intérieur + solde frontalier	0,6	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,1	-0,2		
Population active	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,0		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	63,4	63,6	64,0	64,4	64,8	65,2	65,6	65,5	64,4	65,3	63,8
Taux de chômage, concept BFP	12,6	12,3	12,2	12,0	11,7	11,4	11,0	11,3	12,5	11,6	13,3
Coût salarial réel par tête	-1,8	0,0	1,0	1,2	1,5	1,6	1,4	1,4	1,5		
Indice national prix consommation	2,2	3,5	2,0	1,9	2,0	2,1	2,0	1,8	1,6		
REGION BRUXELLES CAPITALE											
PIB volume	1,9	2,1	2,3	2,0	2,0	2,2	2,1	0,8	1,0		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,4	1,4	1,3	0,8	0,9	1,3	1,1	1,0	1,4		
Emploi intérieur	0,5	0,7	1,0	1,1	1,1	0,9	1,0	-0,2	-0,5		
Solde des navettes	-275,7	-273,2	-271,0	-269,0	-266,8	-264,4	-261,6	-256,3	-245,5	-251,7	-238,7
Population active occupée	1,4	1,8	2,0	2,2	2,2	1,9	2,0	0,2	-0,4		
Population active	2,3	1,8	1,8	1,8	1,7	1,5	1,4	1,1	0,2		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	58,2	58,1	58,2	58,5	58,8	59,0	59,3	58,2	54,5	57,4	52,7
Taux de chômage, concept BFP	21,2	21,2	21,1	20,7	20,3	20,0	19,5	21,0	25,3	22,2	27,3
Coût salarial réel par tête	-2,0	-0,3	0,7	1,0	1,5	1,5	1,2	1,2	1,4		
VLAAMS GEWEST											
PIB volume	2,2	2,3	2,2	2,2	2,4	2,3	2,0	1,6	1,5		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,5	1,2	1,2	1,1	1,3	1,2	1,0	1,3	1,5		
Emploi intérieur	0,7	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,0	0,3	0,0		
Solde des navettes	157,2	153,2	149,3	145,4	141,8	138,3	134,8	128,9	125,1	124,8	123,2
Population active occupée	0,5	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,2	0,0		
Population active	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6	0,5	0,4	0,1	-0,1		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	67,4	67,7	68,1	68,4	68,9	69,3	69,8	70,1	70,4	70,2	70,7
Taux de chômage, concept BFP	8,4	8,1	8,0	7,9	7,6	7,2	6,8	6,6	5,8	6,5	5,5
Coût salarial réel par tête	-1,7	0,1	1,2	1,4	1,6	1,8	1,5	1,6	1,5		
REGION WALLONNE											
PIB volume	2,0	1,9	2,2	2,1	2,3	2,2	2,0	0,8	1,0		
Productivité réelle par tête (PIB/emploi)	1,3	1,1	1,2	1,0	1,2	1,3	1,1	1,0	1,4		
Emploi intérieur	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	0,9	0,9	-0,1	-0,5		
Solde des navettes	118,4	119,9	121,7	123,5	125,0	126,1	126,8	127,4	120,3	126,9	115,6
Population active occupée	0,6	0,8	1,0	1,1	1,1	0,9	0,9	-0,1	-0,5		
Population active	0,4	0,5	0,7	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,1		
Taux emploi (% population 15-64 ans)	58,0	58,2	58,6	59,2	59,7	60,0	60,4	60,1	57,6	59,6	56,0
Taux de chômage, concept BFP	17,4	17,2	16,9	16,6	16,3	16,0	15,7	16,3	19,8	17,0	22,2
Coût salarial réel par tête	-1,8	0,0	0,9	0,7	1,2	1,3	1,0	1,1	1,4		

Source:

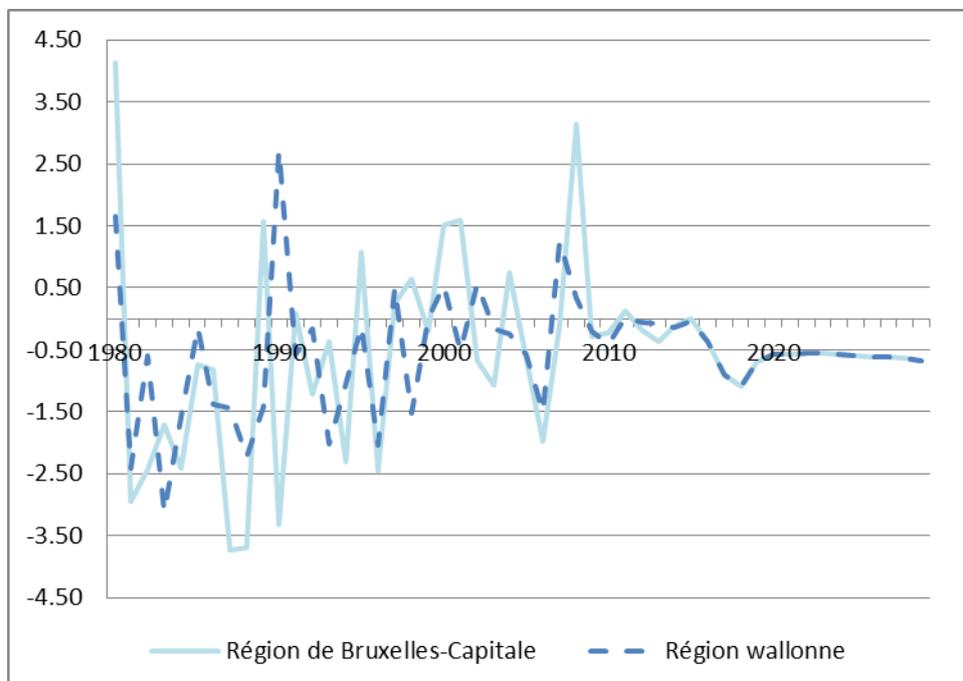
- BFP, IBSA, IWEPS, SVR, *Perspectives économiques régionales 2010-2016*, Bruxelles, juin 2011 – FPB, BISA, IWEPS, SVR, *Regionale economische vooruitzichten 2010-2016*, Brussel, juni 2011.
- BFP, *Perspectives économiques 2011-2016* de mai 2011, prolongées sur la période 2017-2020 pour les besoins du Programme National de Réformes (PNR) de la Belgique (version de mars 2011).
- Prolongation 2017-2030 des «*Perspectives économiques régionales 2011-2016*» sous la responsabilité du BFP.

¹⁶ Taux de croissance annuels ou annuels moyens en %, sauf indication contraire.

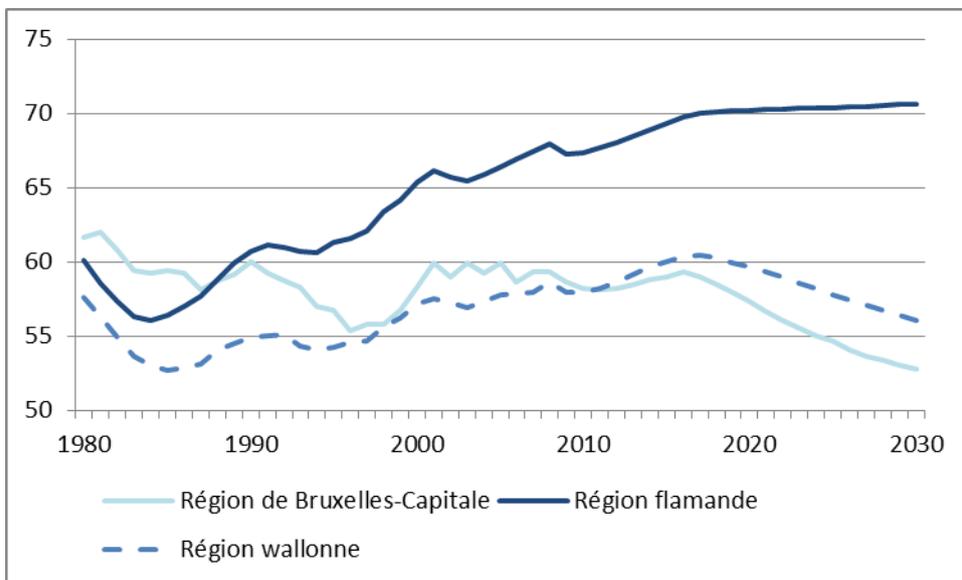
Graphique 17 Croissance du PIB (scénario D'2 ; en %)



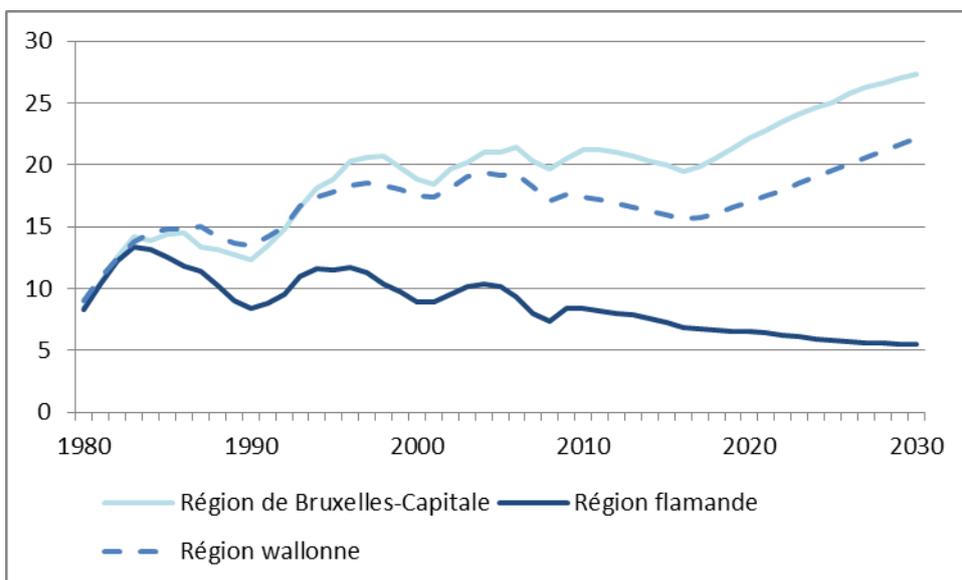
Graphique 18 Différentiels de croissance par rapport à la Flandre (scénario D'2) ; en point de pourcentage



Graphique 19 Taux d'emploi (scénario D'2)



Graphique 20 Taux de chômage (scénario D'2)



Annexe 1 : Principaux changements entre l'exercice de base du mois de novembre et le nouveau scénario de base A2

Par rapport au scénario A transmis en novembre 2010, les principaux changements apportés dans les modèles sont les suivants :

- La mise à jour des perspectives de population (décrite dans le corps du texte de cette note) ;
- La prise en compte de la dernière version des comptes nationaux et régionaux ainsi que, de manière générale, la mise à jour de tous les points de départ de la projection ;
- La révision des séries historiques des flux de navetteurs, laquelle a eu des conséquences non négligeables principalement sur le niveau du taux d'emploi, du taux d'activité et du taux de chômage bruxellois en observation ;
- La révision de la modélisation des flux de navetteurs avec pour conséquence principale, par rapport aux résultats retenus en novembre 2010, une baisse (versus une hausse en novembre) à moyen terme du flux de navetteurs flamands vers Bruxelles ;
- La révision de la modélisation des salaires selon la région de domicile des travailleurs qui a, in fine, pour principale conséquence de maintenir le salaire par tête au lieu de domicile des Bruxellois au niveau de celui des Wallons (ce qui semble se confirmer dans les observations des années les plus récentes) alors que dans l'exercice de novembre 2010, il y avait un décrochage du salaire par tête des Bruxellois ;
- La modification du mode de calcul de la réduction d'impôt pour revenu de remplacement dans le calcul de l'IPP tant au niveau national que régional : alors que dans l'exercice de novembre 2010, cette réduction d'impôt évoluait avec les bases imposables concernées, elle évolue désormais avec les nombres d'imposés concernés et l'inflation.

Annexe 2 : La mesure du chômage

La mesure du chômage: deux concepts statistiques

La mesure du chômage, ou d'une autre catégorie socio-économique, peut s'effectuer selon deux concepts statistiques: le concept administratif et le concept « enquête ».

Le concept « enquête » porte sur un échantillon de la population. Il s'agit de l' « Enquête sur les forces de travail », réalisée par la Direction générale Statistique et Information économique et transmise à Eurostat qui en a défini le cadre méthodologique. La classification d'un individu dans une catégorie socio-économique est attribuée suite à une interview individuelle. Dans le cas du chômage, la qualité de chômeur est reconnue en fonction de la disponibilité sur le marché du travail et de la recherche active d'un emploi. Cette source statistique est probablement, à l'heure actuelle, la plus adéquate pour effectuer des comparaisons internationales.

Le concept administratif porte sur l'ensemble de la population puisqu'il part des personnes inscrites dans les bases de données des parastataux sociaux ou SPF. En ce qui concerne les chômeurs, ce concept reprend l'ensemble des personnes inscrites comme demandeuses d'emploi auprès des organismes régionaux de placement, ainsi que les chômeurs âgés non demandeurs d'emploi. Le caractère exhaustif des données administratives permet d'analyser certaines caractéristiques très détaillées et en fait une base appropriée pour simuler l'évolution à moyen et long terme des dépenses sociales et de la réserve de main-d'oeuvre.

Les écarts entre les deux concepts peuvent s'avérer importants. En 2010, par exemple, le taux de chômage selon le concept administratif s'élève à 12,6%, alors que le taux de chômage selon le concept « enquête » n'est que de 8,3%.

Source : CSF, CEV, *Rapport annuel*, Bruxelles, juin 2010, p. 18